

Gouvernance globale

Dominique Strauss-Kahn, l'homme de « Condi » au FMI

(par Thierry Meyssan ; <http://www.voltairenet.org/fr>)

Dominique Strauss-Kahn est un homme aimable et cultivé. Il s'est construit une image positive d'homme de gauche soucieux du bien être des plus démunis. Mais alors, comment est-il devenu directeur général du Fonds monétaire international, l'organisation internationale qui a institutionnalisé le pillage des pays du Sud ? Thierry Meyssan répond en révélant tout ce que la presse mainstream vous a caché depuis des années sur les relations de DSK avec les États-Unis.

5 OCTOBRE 2007

La nomination triomphale de Dominique Strauss-Kahn à la direction générale du Fonds monétaire international (FMI), le 28 septembre 2007, a donné lieu à deux messages contradictoires. D'un côté la presse occidentale exalte la capacité du bloc atlantiste à imposer son candidat face à celui de la Russie, Josef Tosovsky ; d'autre part, elle affirme que la principale mission de M. Strauss-Kahn sera d'associer plus largement les pays du Sud aux décisions, c'est-à-dire de mettre fin à la domination du bloc atlantiste.

Avec chauvinisme, la presse française se félicite que des Français se trouvent aujourd'hui à la tête de quatre grandes organisations internationales. En effet, outre Dominique Strauss-Kahn au FMI, Pascal Lamy dirige l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), Jean Lemierre préside la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), et Jean-Claude Trichet la Banque centrale européenne (BCE). Mais doit-on mettre ces quatre institutions sur le même plan ? Et surtout, doit-on se réjouir d'une situation qui, loin de manifester la place de la France dans le monde, illustre l'intégration des élites françaises dans la mondialisation, c'est-à-dire leur acharnement à détruire leur pays, en tant qu'État-nation, un cadre politique qu'ils jugent dépassé ?

Le dernier exploit en date laisse songeur : le FMI est une des organisations internationales la plus critiquée dans le monde. Il a abondamment financé l'installation de dictatures dans les pays du Sud, notamment en Argentine, au Brésil, en Indonésie, au Nigéria, aux Philippines, en Thaïlande etc... En outre, ses exigences soudaines de remboursement immédiat de prêts ont contraints des États à sacrifier leur avenir en dévaluant et en fermant écoles et hôpitaux. Ses adversaires l'accusent donc d'avoir provoqué, par l'oppression et la famine, des centaines de millions de morts en un demi-siècle, c'est-à-dire bien plus que les agressions militaires des États-Unis durant la même période. De son côté, le FMI considère au contraire que ses politiques « d'ajustement structurel » loin d'avoir provoqué ces catastrophes y ont mis fin. Des « Prix Nobel » d'économie aussi divers que le néo-keynésien Joseph Stiglitz ou le libertarien Milton Friedman ont accusé le FMI d'être le grand organisateur des déséquilibres Nord-Sud. En effet, l'action principale du FMI aura été de financiariser l'économie mondiale, permettant ainsi aux spéculateurs du Nord de s'enrichir en exploitant le travail, plus encore que les ressources, des pays du Sud. S'il n'était la vénération que la société de consommation voue à ses banquiers, il y a longtemps que le FMI aurait été déclaré organisation criminelle. Pourtant, c'est bien cette institution que le socialiste Dominique Strauss-Kahn a ambitionné de diriger, et c'est bien M. Strauss-Kahn qui a obtenu le soutien appuyé des grands argentiers de la planète, pressés de toutes parts par les multinationales les moins scrupuleuses.

Si l'on laisse de côté l'intérêt personnel de Dominique Strauss-Kahn, qui devient ainsi le haut-fonctionnaire le mieux payé de Washington avec un salaire annuel de base de 461 510 dollars net d'impôts, l'on doit se poser la question de ses objectifs politiques. Pour y répondre, jettons un coup d'œil sur sa biographie et découvrons-y ce que la presse mainstream cache depuis des années : ses liens avec les principaux dirigeants de l'administration états-unienne.

Issu d'une famille aisée de gauche, « DSK » a été élevé au Maroc, puis à Monaco. Il reçoit une éducation juive —plus séfarade qu'ashkénaze—, à laquelle il accorde plus d'importance au plan culturel que religieux. Il est diplômé de Sciences-Po Paris, ancien élève d'HEC, licencié en droit et agrégé de sciences économiques. Il se destine à être avocat d'affaires.

Il entre en 1976 au Parti socialiste où il milite au Cères, le courant social-étatiste animé par Jean-Pierre Chevènement. Il ne tarde pas à s'en séparer pour se rapprocher de Lionel Jospin et Jean-Christophe Cambadélis, les deux meilleurs élèves français d'Irving Brown, l'agent de liaison de la CIA avec la gauche ouest-européenne [1]. Jospin et Cambadélis sont issus d'un petit parti trotskiste (les « Lambertistes ») traditionnellement lié à la CIA. Avec une centaine de camarades, ils ont infiltré le PS et ont réussi à prendre les rennes.

Il entre en 1986 à l'Assemblée nationale à la faveur du scrutin proportionnel alors brièvement mis en place. Il choisit de s'implanter, en 1988, dans une circonscription du Val-d'Oise, à Sarcelles, qui abrite une forte communauté juive. Il s'y fait élire en faisant jouer le réflexe identitaire. Il devient président de la Commission des finances de l'Assemblée, puis, en 1991, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur auprès du ministre de l'Économie Pierre Bérégovoy. Tout oppose les deux hommes : « DSK » est un brillant dilettante vivant au milieu des grandes fortunes comme un poisson dans l'eau, tandis que « Béré » est un pénible tâcheron partagé entre ses idéaux ouvriers et son besoin de reconnaissance personnelle par le monde de la finance. « DSK » s'amuse de se dire socialiste tout en faisant le contraire, tandis que « Béré » a des états d'âme.

Alors qu'il est ministre délégué à l'Industrie, il a connaissance des problèmes rencontrés par son ami Jean Peyrelevade à la tête du Crédit Lyonnais. Il intervient personnellement pour favoriser diverses opérations hasardeuses réalisées en faveur de son ami Franck Ullman-Hamon. Cet homme d'affaires est connu pour avoir par ailleurs réalisé diverses interventions en Amérique latine pour le compte d'Israël et pour être actionnaire-fondateur du magazine *Marianne* de Jean-François Kahn. Les montages de M. Ullman-Hamon avec les filiales du Crédit lyonnais coûteront plusieurs dizaines de millions de francs au contribuable français.

À la même époque, Dominique Strauss-Kahn épouse à la synagogue —en troisièmes noces— une star d'une rare beauté, Anne Sinclair, la journaliste préférée des Français. Le couple choisit de tenir la presse à l'écart de la cérémonie, mais de donner de l'éclat à la fête au sein de la communauté juive, où ils s'affirment comme des personnalités brillantes. Leurs deux témoins de mariage sont le professeur de philosophie Élisabeth Badinter (héritière du Groupe Publicis et épouse du Garde des Sceaux Robert Badinter) et la journaliste Rachel Assouline (épouse du patron de presse Jean-François Kahn).

En 1987, il se démarque de François Mitterrand, il conduit une délégation du Parti socialiste en Israël et se rend à la mairie de Jérusalem qu'il considère comme capitale de l'État hébreu. En 1991, il participe à un voyage de solidarité en Israël, organisé par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) en pleine Guerre du Golfe.

En 1994, usant de sa qualité d'ancien ministre de l'Industrie, il crée le Cercle de l'Industrie auquel il parvient à faire adhérer en six mois 48 des 50 plus grands patrons français. La moitié d'entre eux au moins payent une cotisation annuelle de 200 000 F pour que leurs intérêts soient défendus à Bruxelles. Il laisse la présidence de cette association patronale à Raymond Lévy (ex-Pdg de Renault) et en assure la vice-présidence. Incidemment, le même Raymond Lévy sera nommé à la tête du Consortium de réalisation, chargé de liquider les placements pourris du Crédit Lyonnais et, au passage, d'étouffer les affaires Ullman-Hamon.

Simultanément, DSK devient consultant auprès des mêmes patrons ou avocat d'affaires et établit son bureau dans les locaux du Cercle. La Cogema, la Sofres et EDF, entre autres, lui versent des émoluments exorbitants pour quelques conseils ou un mot transmis à un grand de ce monde. Cette activité peu contraignante lui assure des revenus de plus de 2 000 000 F par an [2]. Par la suite, il donne des cours à l'université, à Stanford et Casablanca, sans compter des conférences ici et là, toujours royalement payées. Précisément, aux États-Unis Stanford est le bastion des Républicains. C'est là qu'ils ont leur propre centre de recherches, la Hoover Institution [3]. À l'époque, le prévôt de Stanford —c'est-à-dire la personne qui négocie l'engagement de Dominique Strauss-Kahn— n'est autre que Condoleezza Rice [4]. Sur place, Dominique Strauss-Kahn fait la connaissance de George P. Schultz et des universitaires qui formeront le vivier de l'administration Bush.

En 1995, il rédige la partie économique du programme électoral de Lionel Jospin, candidat à la présidence de la République, *Propositions pour la France*. Il défend alors le principe de la « taxe Tobin » sur les transactions en devises, dont il affirmera plus tard qu'elle est impraticable.

Député de Sarcelles, il en est aussi brièvement le maire, avant d'en confier les clefs à son fidèle François Pupponi. Le temps de « jumeler la plus juive des communes françaises avec la plus française des communes d'Israël », Netanyahu.

De 1997 à 1999, il est ministre de l'Économie et des Finances. Il pilote le passage à l'euro et la privatisation de France-Télécom. Surtout, il fait entrer la France dans le processus de financiarisation de l'économie en multipliant les mesures démagogiques sectorielles. L'adoption de la semaine de 35 heures diminue considérablement le nombre d'heures travaillées ; tandis que l'exonération de charges sociales sur les stock-options déplace les revenus des cadres du travail vers la finance. Il résulte de cette politique que le début de décroissance de la production française est compensé, au plan statistique, par un développement des profits financiers. Cependant, en fin de compte, le pouvoir d'achat des classes moyennes s'effrite sensiblement.

Dominique Strauss-Kahn fréquente les cercles les plus prestigieux du pouvoir. Dès 1993, on le voit au Forum de Davos. Anne Sinclair l'introduit au Siècle, l'association la plus mondaine de Paris. Puis, Antoine et Simone Veil le font entrer au Club Vauban. En 2000, l'OTAN l'invite au Club de Bilderberg où il retrouve Pascal Lamy et Jean-Claude Trichet qui occupent avec lui aujourd'hui de prestigieux fauteuils dans les institutions internationales.

Dominique Strauss-Kahn est piégé par son perpétuel mélange des genres entre engagement politique et lobbying rémunéré. Il fait l'objet d'une mise en examen dans une affaire concernant la principale mutuelle étudiante, la MNEF, puis dans une autre relative à la caisse noire de la compagnie pétrolière nationale Elf. Les magistrats estimeront en définitive que ses activités étaient licites, à défaut d'être morales. Cependant les instructions pénales et une commission d'enquête parlementaire mettront en évidence ses méthodes peu orthodoxes. Lionel Jospin, lorsqu'il était ministre de l'Éducation, avait modifié par décret le taux des remboursements effectués à la MNEF par la Sécurité sociale, transformant la Mutuelle en véritable pompe à finances pour le compte du PS. Puis, il avait étendu les activités de la MNEF dans les campus toujours pour détourner plus d'argent. Dominique Strauss-Kahn lui-même recevait des émoluments considérables pour des prestations imaginaires. Plus tard, il avait fait prendre en charge le salaire de sa secrétaire au Cercle de l'Industrie (ou à son cabinet, il n'est guère possible de différencier) par le groupe Elf.

Derrière des manières policées, un goût prononcé pour la bonne chère et les belles femmes, Dominique Strauss-Kahn est un tueur : lorsqu'apparaît, à titre posthume, l'enregistrement vidéo du promoteur immobilier Jean-Claude Méry mettant en cause Jacques Chirac, on ne tarde pas à découvrir qu'il est un des organisateurs de ce mauvais coup.

Ses démêlées avec la Justice l'écarteront un temps de la scène politique. Pendant sa traversée du désert, son épouse, Anne Sinclair, fera preuve de sang-froid et de dignité, plaidant auprès du public en sa faveur par sa seule attitude.

Opérant son grand retour, en 2001, après avoir bénéficié de non-lieux, il prend en mains le développement de la Fondation Jean Jaurès, le partenaire de la National Endowment for Democracy (NED) pour la gauche française [5]. La chose est d'autant plus aisée que, depuis Stanford, il connaît la nouvelle conseillère nationale de sécurité des États-Unis Condoleezza Rice, et que c'est la sœur adoptive [6] de celle-ci, Madeleine Albright qui dirige le National Democratic Institute (NDI), organisme tampon de la NED chargé d'acheminer les subsides du département d'État US dans les caisses du Parti socialiste français.

En 2003, le German Marshall Fund of the United States, une des principales officines atlantistes, crée un Forum sur le commerce et la pauvreté. DSK devient l'un des six administrateurs, rémunéré comme toujours [7]. Il y écrit, ou tout au moins signe, divers rapports en faveur du libre-échange absolu.

La même année, il contraint un expert du Parti socialiste, Pascal Boniface, à démissionner. Ce spécialiste en relations internationales a eu le toupet de souligner que le soutien aveugle du parti à Israël est idéologiquement incohérent et électoralement contre-productif alors que le PS doit ambitionner de réunir derrière lui les six millions de Français de culture arabe.

En outre, Dominique Strauss-Kahn pilote la création du Cercle Léon Blum, au sein du PS, dont l'objectif est de veiller au soutien du parti au mouvement sioniste.

En 2004, il déclare lors d'une interview sur France-Inter : « Je considère que tout juif de la diaspora et de France doit apporter son aide à Israël. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est important que les juifs

prennent des responsabilités politiques. En somme, dans mes fonctions et dans ma vie de tous les jours, à travers l'ensemble de mes actions, j'essaie d'apporter ma modeste pierre à la construction d'Israël. » [8]

En 2005, il lance les clubs « À gauche en Europe » (AG2E) en faveur du « oui » au référendum d'approbation du projet de Traité constitutionnel européen. Il travaille alors en lien avec le Policy Network (Grande-Bretagne) et la Fondation Friedrich-Ebert (Allemagne). Mais les Français votent « non ».

En 2007, alors que l'écrivain Claude Ribbe ouvre un débat sur les conséquences sociales actuelles de l'esclavage et de la colonisation, DSK participe activement à la création du Conseil représentatif des noirs de France (CRAN), une organisation qui bénéficie de conseils techniques de spécialistes israéliens et reproduit le modèle du Conseil représentatif des juifs de France (CRIF) [9]. À défaut de trouver un écho parmi les noirs de France, cette initiative sera une réussite médiatique, comme l'avait été quelques années plus tôt la création de SOS Racisme pour stopper la structuration des beurs.

Lorsque s'ouvre la compétition au Parti socialiste pour désigner le candidat à l'élection présidentielle de 2007, Dominique Strauss-Kahn apparaît à la fois comme le candidat le mieux placé face à son rival déclaré, l'ancien Premier ministre Laurent Fabius, et comme le candidat officiel des États-Unis pour la gauche française.

Ainsi, il donne un entretien à la revue néo-conservatrice *Le Meilleur des mondes*, dans lequel il brocarde la politique arabe de la France et plaide pour un rapprochement avec Washington et Tel-Aviv [10].

Tout semble réglé à l'avance. Les cotisations d'adhésion au Parti socialiste ont été réduites à un montant négligeable de sorte que les quelques milliers de membres du parti lambertiste ont pu acquérir des cartes, juste pour participer au vote de désignation interne du candidat. La manœuvre a été organisée par le lieutenant de DSK, Jean-Christophe Cambadélis, lui-même ancien dirigeant de ce parti et que nous avons déjà présenté à propos de ses relations avec la CIA.

Pourtant, contre toute attente, c'est un outsider, Ségolène Royal, qui est désigné. C'est qu'à Washington on a un autre projet : placer Nicolas Sarkozy à l'Élysée. Pour cela, il convient d'installer face à lui un concurrent peu crédible. En échange de son retrait silencieux, DSK sera largement récompensé par la direction générale du FMI.

Peu après son accession à la présidence de la République, Nicolas Sarkozy présente la candidature de DSK à Washington, et Condoleezza Rice lui apporte son soutien. Tout en participant à la création de l'European Council on Foreign Relations (E-CFR) [11], il sillonne le monde, officiellement pour convaincre les États du Sud de soutenir également sa candidature. En réalité, leur vote importe peu, puisque les USA et l'Union européenne ont à eux seuls 48 % des voix. La campagne de DSK est payée par la France et organisée par l'agence de relations publiques TD International. Ce que le cabinet de M. Strauss-Kahn minimisera en prétendant ne travailler qu'avec la correspondante française de l'agence. TD International « vendra » à la presse la légende d'un DSK désœuvré, téléphonant au Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker lors d'un colloque à Yalta, lequel lui aurait suggéré d'ambitionner le FMI. En réalité, Dominique Strauss-Kahn et Christine Ockrent participaient au Yalta European Seminar, moyennant un défraiement de 7 000 euros chacun indirectement versés par George Soros. Ce colloque avait pour but de soutenir la « révolution orange » et l'arrimage de l'Ukraine à l'OTAN. Or, TD International est une officine de la CIA, notamment chargée de la construction de l'image publique de la « révolution orange ». Elle est dirigée par William A. Green III, un célèbre agent qui n'était ni plus ni moins que le chef de poste du stay-behind en France et qui fut expulsé en 1995 pour des motifs d'une extrême gravité qui ne furent jamais dévoilés au public.

Hugo Chavez, le président de la République bolivarienne du Venezuela, quant à lui, n'a pas été convaincu par le show de Dominique Strauss-Kahn. Il a confirmé le retrait de son pays du FMI « avant qu'ils ne nous pillent » et invité tous les États du Sud qui le peuvent à faire de même.

Thierry Meyssan

[1] Selon les propos d'Irving Brown lui-même, rapportés dans *Éminences grises*, par Roger Faligot et Rémi Kauffer, Fayard 1992. Sur le réseau US, voir « Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 20 août 2001.

[2] « Dominique Strauss-Kahn, 1993-1997, profession – conseil », par Laurent Mauduit, Caroline Monnot et Martine Orange, *Le Monde*, 11 décembre 1999. « Influent dans le monde de l'entreprise », par Bérengère Mathieu de Heaulme, *Le Figaro*, 22 janvier 2002.

[3] « La Hoover Institution, archives réservées aux Républicains », *Réseau Voltaire*, 26 octobre 2004.

[4] « La fulgurante intégration de Condoleezza Rice », par Arthur Lopic et Paul Labarique, *Réseau Voltaire*, 8 février 2005.

[5] « La NED, nébuleuse de l'ingérence démocratique », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 janvier 2004.

[6] Op. cit.

[7] « Le German Marshall Fund, un reliquat de la Guerre froide ? », *Réseau Voltaire*, 5 octobre 2004.

[8] Cité in *Encyclopédie politique française*, Tome 2, Facta éd., 2005.

[9] *Les Nègres de la République*, par Claude Ribbe, Jean-Paul Bertrand éd., 2007.

[10] « MM. Sarkozy et Strauss-Kahn affichent leurs allégeances », par Cédric Housez, *Réseau Voltaire*, 7 novembre 2006. Article plagié depuis. La position de Dominique Strauss-Kahn est partagée par le premier secrétaire du PS, François Hollande, voir « France : le Parti socialiste s'engage à éliminer les diplomates pro-arabes », *Réseau Voltaire*, 9 janvier 2006. Les propos imputés à M ; Hollande dans ce dernier article ont fait l'objet d'un démenti de l'intéressé, mais ont été maintenus sur le site internet du CRIF.

[11] « Création accélérée d'un Conseil européen des relations étrangères », *Réseau Voltaire*, 3 octobre 2007.